

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

14 AU 20 JUN 1990

N° 789

10,00 F

47e CONGRES DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Luttons contre les exclusions !

CENT soixante délégués de la Fédération anarchiste se sont réunis à Villeurbanne (Rhônes) pour leur 47^e congrès, les 2, 3 et 4 juin derniers. Des représentants des diverses sections de l'Internationale des fédérations anarchistes (IFA) étaient présents ainsi que des membres de groupes belge, hongrois, chilien et soviétique. Un tour d'horizon de l'état du mouvement anarchiste mondial a pu être fait et les congressistes se sont particulièrement attachés au renforcement de l'IFA et à l'aide à apporter aux mouvements qui se structurent notamment en Europe de l'Est et en Amérique du sud.

L'Europe au cœur des débats

L'Europe a été au cœur des débats et l'ensemble des analyses convergeaient pour condamner les buts et méthodes de l'intégration économique, ce sera pour l'année à venir un sujet important d'intervention de la FA. La fracture Nord-Sud a elle aussi été débattue, dans la perspective des mobilisations contre la « dette » du sommet franco-africain de La Baule, mais également dans l'optique d'échanger des informations, d'affiner nos analyses et surtout d'esquisser les voies possibles d'entraide. Cette question est d'une gravité extrême et l'ensemble des congressistes était convaincu de l'urgence qu'il y a à réunir toutes les volontés pour combattre les fléaux qui ravagent le Sud.

Enfermement et logement ont été deux autres thèmes abordés lors de ce congrès.

Il a été noté le cynisme de notre société où d'une part on enferme dans des conditions de plus en plus déplorable les délinquants et où d'autre part on expulse et on prive de logements décentes des familles de plus en plus nombreuses. Les échanges ont été riches et fructueux, où les différentes expériences ont pu être confrontées, et

qui ont abouti à la création de groupes de travail permanents qui se donneront pour tâche de faire circuler les informations et de coordonner les actions, tant pour la question carcérale que pour celle du logement. L'enfermement fera par ailleurs l'objet de travaux critiques et théoriques à partir desquels seront édités des brochures d'analyse de la situation actuelle et de prospective sur la notion de délinquance, de sa gestion en société anarchiste.

Les situations politiques française et internationale avec les remontées nationalistes et xénophobes qui secouent l'Europe, n'ont pas plus échappé à ce congrès. Quatre heures de débats ont été réservées à ces dossiers, où des appréciations nuancées mais non contradictoires se sont exprimées. Les congressistes ont insisté sur la nécessité de combattre, avec la plus grande énergie, le racisme, qu'il émane de l'extrême droite, du gouvernement, ou de tout autre groupe politique. Par ailleurs, ils ont ajouté qu'il n'y avait pas de distinction à faire entre des propos racistes et une politique de fait raciste. Le congrès a cependant stigmatisé l'extrême droite française en tentant de cerner les dangers réels qu'elle représentait et aussi de définir les mesures qu'il convenait de prendre. Le congrès, conscient des risques véritables d'une pénétration durable et large de l'extrême droite, a affirmé sa volonté de mobiliser le plus largement possible la population pour contrer les manœuvres politiciennes des uns et des autres, et pour combattre toute forme d'exclusion qu'elle soit sociale ou due au faciès.

La FA et le mouvement libertaire français

Enfin, ce qui va de pair avec notre idéal de transformation sociale, le congrès a réservé un volet particulier aux relations de la FA avec l'ensemble du mouvement libertaire français. Tant pour des raisons de clarifications idéologiques par souci d'efficacité, que pour consolider les liens qui unissent les différentes composantes, le congrès a émis le souhait de voir se renforcer les structures de débats propres à l'ensemble du mouvement et que soient multipliées les initiatives communes.

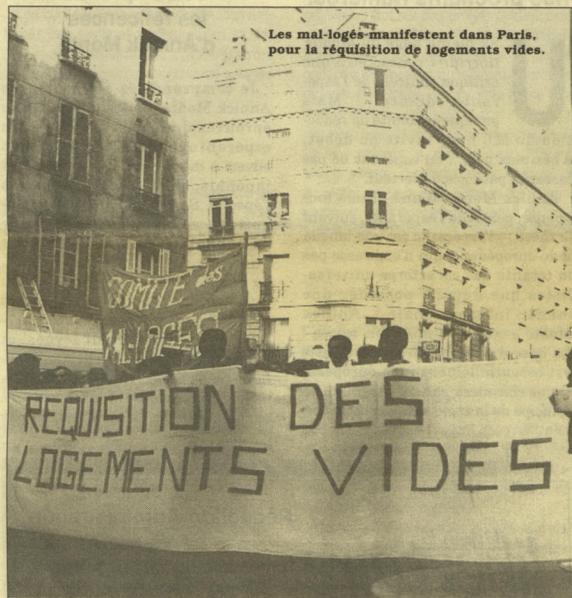
Par ailleurs, le congrès s'est prononcé fermement pour la dénonciation de toute dérive politicienne qui pourrait infil-

trer le mouvement et qui donc l'affaiblirait.

Pour conclure, on notera le souci qu'on eut les délégués de consolider les œuvres de la FA, une satisfaction pour beaucoup a été de constater le sérieux de nombreuses interventions et aussi le fait d'avoir su sérier les débats pour faire le tour des questions brûlantes où une large identité de vue et d'analyse s'est affirmée. Reste que l'année à venir est chargée, en plus des sujets évoqués ici, nous nous attacherons à soutenir et à promouvoir des initiatives qui défendent les luttes féministes et anti-sexistes, les femmes faisant les frais des reculs sociaux et aussi les intégrismes religieux et politiques. Nous nous réserverons une large mobilité d'intervention sur les divers conflits sociaux mais aussi sur nos thèmes préférés l'antimilitarisme et l'écologie.

L'idéal anarchiste qui nous a réunis, loin de se poser au-dessus des hommes ou en-dehors du temps, trouve chaque jour sa confirmation et apparaît, malgré l'immensité de notre tâche comme unique voie vers la libération sociale. En cela nous restons d'irréductibles ennemis de l'autorité qu'elle soit divine ou étatique.

Fédération anarchiste



E DITORIAL

Vous avez dit Reichstag ?

MONSIEUR Germon a-t-il été empalé, ou a-t-il seulement été exhumé, affublé d'une étoile jaune et suspendu le long d'un parasol ? L'exquise question déchaîne des tempêtes, et présente effectivement un intérêt : celui de voir fonctionner le révisionnisme au quotidien, presque en temps réel.

Que s'est-il passé à Carpentras au cours du joli mois de mai ? Rien, ou si peu, selon les informations de *Minute*. Les Juifs n'ont jamais existé et la connerie non plus.

Bien plus sérieusement, la presse écrite, la radio, la télévision disséquent, sans nous épargner aucun détail, les propos de Mme le procureur de Carpentras. Nauseuse précision qui rappelle d'autres pénibles sou-

venirs : ceux des articles qui, en décembre 1986, avaient longuement disserté sur l'éventuelle incidence de coups de matraques sur le décès d'un jeune homme en sang, gisant sur le trottoir de la rue Monsieur-le-Prince...

Les mêmes journaux n'ont guère crié au scandale, lorsqu'un glorieux jugement acquitta les assassins.

A force de se vouloir sensationnelle, il arrive à la presse de devenir irrationnelle. Les hyènes fascisantes ont alors beau jeu de hurler à la désinformation et à la manipulation. Intox ? Non, révisionnisme en temps réel. « Carpentras connaît pas ! » relève exactement du processus qui conduit nostalgiques du nazisme et égarés de l'ultra-gauche à nier le génocide.

Et pour remonter de quelques années dans l'Histoire encore proche, souvenons-nous de l'incendie du Reichstag, cet incendie perpétré par les nazis, attribué aux communistes, qui valut à un simple d'esprit d'être exécuté. Nombre d'historiens travaillèrent une quarantaine d'années, avant que la vérité soit rétablie, et le malheureux réhabilité post-mortem. Nous respectons leur travail, mais l'essentiel était-il là ? L'intox de l'époque constituait la victoire symbolique dont Hitler avait besoin pour prendre le pouvoir. Nous n'affirmons pas, nous, que le Reichstag se trouve à Carpentras ni même que Le Pen égale Hitler. Mais comme nous aimerions pouvoir croire que le fascisme, en France, n'a jamais existé...

T 2137 - 789 - 10,00 F



F°P.2520

POLEMIQUE

L'espéranto oui ou non ?

La publication, dans le n° 786 du *Monde libertaire*, d'un article intitulé « L'espéranto : mensonge linguistique ? » a suscité de nombreuses réactions, et par conséquent un courrier abondant que nous ne pouvons reproduire dans son intégralité cette semaine. Voici quelques extraits. La suite dans nos prochains numéros.

UNE pleine page du *Monde libertaire* consacrée à une critique radicale de l'espéranto, diantre ! Mais puisque le comité de rédaction du ML nous invite au débat, n'hésitons pas... en espérant ne pas lasser la patience du lecteur.

Annick Monte, d'une plume fouguese, pourfend l'espéranto, suivant la thèse : « l'espéranto est une langue indo-européenne, qui n'embrasse pas la totalité des caractères universalistes que devrait posséder une langue internationale ». Annick Monte a cent fois, mille fois raison ! La base du vocabulaire espérantiste est essentiellement indo-européen. On ne chicanera pas sur le fait que le principe de la règle sans exception en

grammaire est commun aux langues chinoise, indonésienne et espérantiste, et que le principe de dérivation est présent dans toutes les langues (1).

Annick Monte aurait pu ajouter que Zamenhof, le créateur de l'espéranto, a choisi arbitrairement l'alphabet romain, au détriment des alphabets cyrillique, arabe, araméen, akkadien, syriaque, indien, et des idéogrammes chinois et japonais. Il aurait pu peut-être en proposer un nouveau.

Pour « désavouer » cette évidence, le caractère indo-européen, latinisant et même francisant de l'espéranto, ce qui est nié depuis trois cent ans, et le « dénoncer », point n'était besoin de recourir à des expressions péjoratives et méprisantes : prétention, goût amer, passif idéologique, M. Lambda, mensonge linguistique, vieux réflexes occidentalistes, duperie linguistique, larron, totalitarisme, nov-langue (2).

Je comprends les réticences d'Annick Monte

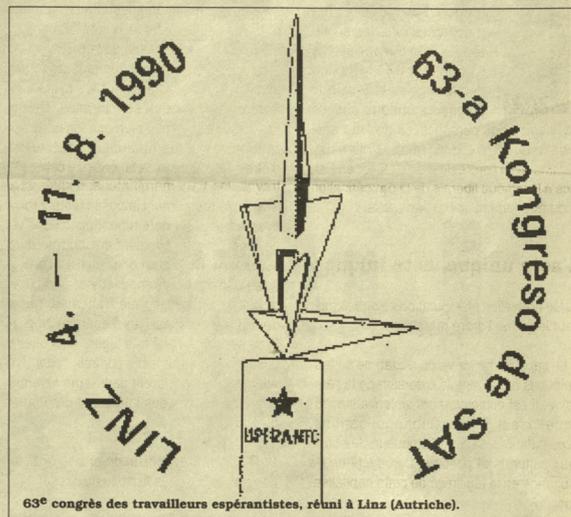
Je comprends les réticences de Annick Monte. Je les ai moi-même éprouvés dans mes premiers pas espérantophone. Et je m'en suis ouvert à mon premier correspondant japonais, lycéen comme moi à l'époque. Sa réponse fut sans ambiguïté : « Heureusement que Zamenhof a choisi, comme base principale, les langues occidentales, au lieu de s'inspirer par exemple du japonais, langue que nous-mêmes avons du mal à apprendre et maîtriser ! » Mes scrupules étaient levées, et depuis cette date, la pénétration pacifique réalisée par l'espéranto dans les pays d'Extrême-Orient me rassure sur le non-rejet de cette langue par

des populations non indo-européenne. Un exemple plus récent nous vient de l'Afrique (3). Lors du congrès de SAT-Amikaro, qui s'est tenu à Pâques, à Bondy, deux jeunes Zairois sont venus eng... les congressistes : « Actuellement, au Zaïre, au Togo, en Côte-d'Ivoire on apprend l'espéranto dans les villes, dans les villages. Souvent nous n'avons qu'un livre pour lire ! Alors, qu'est-ce que vous attendez pour nous envoyer les manuels qui nous manquent ? » Nous avons pris la douche en silence et depuis nous passons des paquets-poste sans trop nous demander si nous, travailleurs espérantistes, nous sommes les agents de l'impérialisme culturel occidental. Mais nous reconnaissons bien volontier que nos textes de présentation sont parfois empreints d'un volontarisme qui est plus à mettre sur le compte du dynamisme de propagandistes enthousiastes que sur celui d'une volonté de puissance hégémonique.

Moi, ce qui m'a finalement le plus inquiété dans l'article d'Annick Monte, c'est le paragraphe consacré à des considérations philosophiques. Les allusions au « mythe de la rationalité », à la « non-science », qui sont autant d'échos aux considérations d'un discours à la mode qui, de Louis Pauwels (celui du *Matin des magiciens*) à Paul Feyerabend (4), tente de nous faire croire qu'on peut accéder à la connaissance par « autre chose » que la raison et la méthode expérimentale. Dans une publication comme le *Monde Libertaire*, qui est un des porte-paroles de la pensée rationaliste et matérialiste, ces propos résonnent curieusement.

La sauvegarde des parlars locaux

Enfin, pour conclure (5), j'aimerais rappeler la raison d'être de l'espéranto : servir de moyen de communication international, ou mieux a-national. Remarquons au passage que l'usage généralisé d'une langue comme l'espéranto permettrait la sauvegarde définitive de tous les parlars locaux, car la concurrence et les prétentions hégémoniques de quelques « grandes » langues nationales disparaîtraient. Le moyen, l'espéranto, marche déjà très bien. Que nous propose en échange Annick Monte ? La mimique gestuelle, la création de pidgin, le multilinguisme. Mais je suppose un multilinguisme généralisé (chaque homme devrait connaître 3 000 langues), sinon un multilinguisme limité à quelques « grandes » langues reviendrait à favoriser des impérialismes politico-économico-culturels. Les trois solutions, déjà largement usitées depuis la plus haute Antiquité (le hittite a été la langue véhiculaire du bassin



63^e congrès des travailleurs espérantistes, réuni à Linz (Autriche).

méditerranéen oriental) ne sont pas très satisfaisants. Et si on utilisait l'espéranto ?

Yves Peyraut

- (1) Maison, maisonnette ; fleur, fleur, etc.
- (2) Une anecdote amusante : G. Orwell était le beau-frère de Eugène Lanti, fondateur de Sat (travailleurs espérantistes). Quand Orwell se rendait à Paris, il logeait chez Lanti et les deux hommes étaient de grands amis. Quand Orwell a décrit les bases de la nov-langue, il l'a fait en prenant l'exact contre-pied de l'espéranto, langue ouverte aux potentialités infinies.
- (3) J'avoue avoir été choqué par le caractère doublement raciste d'une phrase comme : « ils (les espérantistes) minaudent : "toi, le petit Diola... qui crève d'envie..." ».

(4) Epistémologiste américain, qui se fait une spécialité dans la tentative (heureusement vaine) de démolition du cartésianisme.

(5) On aura remarqué que je ne me suis pas attaché à reprendre des expressions comme : « système clos hors duquel la pensée ne peut s'échapper », « cette langue ne peut être qu'univoque », « quand elle trompe un peu c'est l'espéranto et Pepsodent »... expressions qui sont au mieux l'indice d'une ignorance, au pire celle d'une mauvaise foi. J'ajouterais seulement que je ne suis pas personnellement hostile à l'universalisation des valeurs occidentales si ces valeurs se nomment : liberté, égalité, fraternité, justice, droits de l'homme, laïcité, fédéralisme. Nous avons encore tous en mémoire ces banderoles, qui sur la place Tien Anmen, proclamaient en français : « liberté, égalité, fraternité ». Suis-je pour cela occidental-impérialiste ?

Réponse aux coupeurs de cheveux en quatre

Il est absurde de dire que l'espéranto serait une invention du système marchand pour imposer sa marchandise au monde alors que depuis cent ans ce système condamne l'espéranto et les espérantistes dans presque tous les pays du monde. Sauf en Chine et au Japon où l'espéranto semble parfaitement s'adapter à ces langues. Or l'auteur, Annick Monte, prétend que pour les Japonais les deux lettres R et L sont des obstacles. Les Japonais, que nous connaissons, parlent l'esperanto à la perfection. Il semblerait également que ce sont les Français qui ont le plus de difficultés pour cette langue, à cause de l'accent tonique l'avant dernière syllabe. Or les Français, pensons-nous, sont parmi les Occidentaux.

Zamenhof n'a pas du tout pensé au système capitaliste occidental, quand il inventa cette langue. Certes il pensait à l'idéal de paix, de fraternité et de liberté en disant qu'il fallait supprimer les langues ou les dialectes. L'espéranto est une langue auxiliaire pour faciliter les échanges culturels, amicaux et fraternels entre tous les humains de la planète.

Les marchands du système capitaliste ont depuis longtemps des langues qui les servent. Après le latin c'est maintenant l'anglais qui est vraiment la langue du despotisme et de la domination de l'Occident sur le reste du monde.

S'il y a une langue qu'il faut condamner, c'est celle de Wall-Street, de la city et du Vatican que l'on veut imposer partout, surtout depuis l'avènement de l'Europe des marchands...

A. et H. Dalgou

le monde **libertaire**

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays

A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

CONGRES

A l'Ouest comme à l'Est, non au capitalisme !

La perspective du marché unique européen et les transformations des sociétés est-européennes s'imposent à la réflexion des anarchistes. Plus que jamais, la critique sociale doit nourrir nos perspectives de lutte anticapitaliste. Et plus que jamais, l'internationalisme est à l'ordre du jour, d'Ouest en Est, face à la logique libérale de la paupérisation et du nivellement social par le bas.

L'acte unique, acte inique :

A. De nouvelles manipulations symboliques pour légitimer l'ordre marchand.

Le capitalisme (privé ou d'Etat) ne se restreint pas à une simple extorsion de la plus-value. Il est conjointement violence symbolique, c'est à dire monopolisations, accumulations sans redistribution des capitaux culturels et politiques, et système de croyance en la légitimité de cette capitalisation.

C'est sous ce double éclairage qu'il faut lire les multiples processus par lesquels s'élabore l'unification européenne. Ce sont, d'une part, l'ouverture des marchés, les flux libres des marchandises et des capitaux, la transnationalisation des firmes. Et c'est, parallèlement, l'édification d'un culte de l'« espace européen », nouveau fétiche, nouvelle idole, mot de passe sans cesse sollicité, mais jamais mis en question, destiné à justifier a priori toutes les restructurations de l'ordre marchand.

Il faut rappeler combien tous les « magazines spéciaux », tous les « suppléments Europe » des diverses rédactions, combien toutes ces productions journalistiques qui prétendent « dire » l'Europe, contribuent concrètement à lui donner existence, à la construire, à la faire advenir. De même, d'autres types de discours (universitaires, politiques bien sûr) font de l'Europe du marché unique un lieu commun qu'on ne peut plus contester : et ces liturgies fonctionnent comme des incantations semi-magiques, censurant d'emblée toute ébauche de réflexion sur ce qu'on prétend nous imposer à travers cette « Europe »-là.

B. La construction de l'Europe du capital libre

1) Le libre-marché de la spéculation

Dès juillet 1990 s'ouvre l'ère de la liberté sans frontière pour les détenteurs de capitaux : à cette date, en effet, tous les titres financiers seront autorisés à circuler à leur guise en Europe.

Chacun devine que l'ouverture de cet espace de libre-circulation encouragera une spéculation déjà omniprésente : dès à présent, les vagues d'OPA ont permis aux groupes d'emporter de formidables plus-values. Ainsi l'OPA lancée par Suez sur Victoire au mois d'août 1989 a-t-elle permis au banquier Jean-Marc Vernes, patron de Victoire - et proche du RPR - de réaliser sur un mois une plus-value nette (après impôt) de 5,6 milliards de francs.

Or cette liberté de placement, outre qu'elle encourage la spéculation, va s'avérer lourde de conséquences désastreuses. Elle signifie en effet que, dans tous les cas où une institution financière offrira une rémunération plus élevée que les autres pour un type de titres donné, elle drainera vers elle l'essentiel de l'épargne disponible. Et comment les détenteurs de portefeuilles opéreront-ils leurs choix ? Sur une simple

logique comparative, en examinant d'un seul regard les avantages offerts par chacun des régimes fiscaux appliqués aux revenus dans l'ensemble de la CEE.

La libération des mouvements de fonds place donc immédiatement les systèmes fiscaux nationaux en concurrence. Or, en France, par exemple, bien que les rémunérations des titres financiers continuent d'être infiniment moins taxées que celles du travail, les taux marginaux appliqués aux revenus effectivement imposés restent relativement élevés, notamment pour les dividendes, comparativement aux autres Etats européens. Dans ces conditions, il va de soi que la libération du mouvement des capitaux expose l'économie française à des délocalisations massives d'épargne au profit de pays à fiscalité très légère (tels que le Luxembourg) ou à faible contrôle fiscal (les Allemands ne déclarent dans leurs revenus que 20% environ des intérêts et dividendes qu'ils perçoivent).

2) D'où une harmonisation et une unification par le bas de la fiscalité du capital

Les effets de cette unification par le bas sont déjà visibles dans le budget 1990, qui a arrêté une série de mesures accélérant la réduction de la fiscalité de l'épargne (réduction concernant les revenus des obligations, mais aussi les titres des créances négociables, les dépôts en comptes courants, les profits réalisés sur les marchés à terme, etc.).

Or, en soumettant la fiscalité de chaque pays (la France n'est qu'un exemple) à un référendum quotidien des détenteurs de gros revenus, donc de titres financiers, la libération des mouvements de capitaux décidée le 13 juin 1988 aggrave les inégalités. En effet, la logique de la concurrence des fiscalités entre Etats va aboutir à favoriser l'évasion fiscale dans des proportions telles qu'elle équivaudra à exonérer d'impôt sur le revenu la grande majorité des produits du capital, à commencer par les plus gros portefeuilles. Et les charges que les revenus du capital ne paieront plus, les Etats devront les trouver autre part : ils les transféreront sur les revenus du travail. D'où une nette aggravation des inégalités fiscales.

Mais les salariés européens ne paieront pas seulement en tant que contribuables, le coût du « marché unique ». Celui-ci implique en effet austerité et déséquilibres.

C. Austerité et déséquilibre**1) Zone mark et imposition de politiques d'austerité**

Les règles de stabilisation des monnaies au sein du Système monétaire européen ont peu à peu transformé ce dernier en une zone mark. En effet, chaque monnaie membre doit suivre l'évolution à la hausse de la monnaie allemande - poussée par le reflux du dollar. Dans ce contexte, les pays à monnaie faible (Italie, Espagne, France, etc.) sont condamnés à pratiquer des taux d'intérêt sensiblement plus élevés pour attirer les capitaux internationaux qui, sinon, ne viendraient pas.

Or cette hausse des taux d'intérêt implique un freinage de l'activité économique et la mise en place de politiques d'austerité. La domination monétaire allemande hâte donc l'imposition de politiques d'austerité dans les Etats européens à monnaie faible. L'espace financier européen, dans l'état actuel des choses, condamne les pays dominés à aligner leur politique monétaire sur l'Etat à monnaie forte.

Un exemple de cette domination : la fin extrêmement rapide de la politique française de relance, en 1981-1982, fut assez largement imposée par le refus du chancelier Helmut Kohl et du patronat ouest-allemand d'amorcer une relance économique, même minime, en RFA. La relance de la consommation en France aggrava ainsi le déficit du commerce extérieur ; et les socialistes, en refusant de sortir du SME (dans les faits devenu zone mark, et instrument de vassalisation économique), s'engagèrent dans la voie d'une austerité inacceptable. Le PS décidait alors de jouer, à cette date, la division internationale du travail, l'intégration forcée au capitalisme mondiale, contre l'emploi.

2) Spécialisation française dans la domination militaire

Puisque tout laisse présumer qu'après 1992, la RFA (par ce sigle, nous entendons bien sûr les intérêts dominants en RFA) dominera économiquement la CEE avec plus d'intensité qu'aujourd'hui, la France (l'Etat français) a déjà choisi le domaine militaire, et tout particulièrement le nucléaire, pour se réserver un rôle clé sur le continent - et ainsi peser sur l'Allemagne.

C'est dans cette inacceptable perspective stratégique que doivent être appréhendées les décisions, arrachées par Paris, de créer une brigade franco-allemande et un conseil de défense commun réunissant les états-majors des deux pays, ou de lancer un hélicoptère de combat franco-allemand. Parallèlement, les firmes françaises Matra ou Thomson, par exemple se montrent extrêmement actives dans la recherche de nouveaux débouchés militaires : dans cette conjoncture favorable, en effet, se dessine pour elles la perspective de ventes d'armes dans toute l'Europe.

Mais le domaine militaire ne sera pas le seul, dans le cadre du marché unique, à donner aux firmes l'occasion de réaliser d'énormes profits.

D. Une zone franche abandonnée aux firmes géantes**1) La domination de conglomerats transnationaux et incontrôlables**

« Grâce » à l'Acte unique européen, la puissance des firmes multinationales risque de s'accroître considérablement. L'Europe qui se construit constitue évidemment une formidable aubaine pour les firmes géantes : non seulement l'espace financier « libéré » offrira de nouvelles opportunités de plus-values spéculatives, mais il permettra aux groupes de financer leur OPA à peu de frais.

D'ailleurs, les grandes manœuvres semblent déjà largement entamées : l'OPA géante devient la règle en Europe. Au mois de juillet 1989, par exemple, Jimmy Goldsmith, allié à J. de Rothschild et K. Parker, lançait un raid hostile de 195 milliards de francs sur l'énorme firme britannique BAT Industries (troisième groupe britannique, qui salarie 315 000 personnes). Objectif de l'attaque : dépecer l'entreprise anglaise, liquider les secteurs les plus faiblement rentables au meilleur prix, pour conserver l'activité « tabac », la plus rémunératrice.

Plus généralement, l'année 1989 a été scandée par les annonces de fusions, d'alliances ou d'OPA ; et, dans de très nombreux secteurs, les concentrations s'accroissent. La plupart des compagnies cherchent à s'unir pour contrôler des filières, à

s'entendre pour se partager des créneaux, et donc instaurer des situations de quasi-monopoles.

2) des délocalisations scandaleuses

L'Europe du capital libre favorise bien sûr les délocalisations de productions. Or, l'exemple portugais paraît terriblement significatif de ce qui nous attend à cet égard. Le Portugal se trouve en effet inondé de capitaux, en provenance non seulement de la CEE (de l'Espagne notamment), mais également des Etats-Unis, du Japon, du Brésil et du Koweït. Raison centrale de cette affluence de capitaux : le salaire minimum au Portugal se fixe aux alentours de mille deux cents francs, et les coûts salariaux s'avèrent environ quatre fois moins élevés qu'en France. Rien d'étonnant, donc, à ce que les entreprises transnationales prennent désormais le contrôle d'un volume considérable de sociétés portugaises, depuis leurs bases de Madrid : c'est la tactique de Saint-Gobain, comme du financier italien Carlo Benedetti, géant de l'agro-alimentaire.

Les conséquences d'une domination renforcée des multinationales, et des stratégies de délocalisation déjà à l'oeuvre, seront à l'évidence dramatiques pour les salariés européens.

3) Le chômage pour horizon

En mettant toutes les firmes existantes en concurrence, dès le 1^{er} janvier 1993, l'Acte unique européen condamne à la disparition des centaines de milliers, voire des millions de postes de travail : l'ensemble des entreprises non compétitives sur le plan européen devront en effet fermer, condamnant ainsi, par ricochet, de vastes régions au déclin.

A cet égard, la situation des PME françaises ne cesse d'être inquiétante, puisqu'une sur cinq seulement se trouve en position convenable face à l'échéance de l'Acte unique. Or, devant les menaces que représente cette échéance, la structure industrielle française réagit par une accélération de la concentration des entreprises : c'est ainsi qu'aux trois cent soixante-dix opérations de fusion pratiquées en 1985, répondent les six cent-une fusions de 1987 (avec notamment la fusion d'ITT et CGE, d'Usinor et de Sacilor, et de la Compagnie générale de radiologie avec General Electric). Et un tel mouvement s'étend jusqu'à des firmes plus réduites.

Ce sont bien sûr les travailleurs qui paient le coût de ces concentrations : chaque fusion débouche en effet sur un redécoupage à la tronçonneuse des activités des firmes, puis se traduit par des vagues de licenciement. Or tout syndicaliste connaît bien la difficulté qu'il y a à s'opposer à une firme géante, susceptible à tout instant de menacer de fermer un site de production trop remuant pour s'orienter vers des territoires plus calmes.

E. Le temps des dérèglements :

Si, du côté du Parti socialiste, on parle beaucoup - et fort vaguement - d'Europe « sociale », on constate qu'en fait, au niveau européen, les dérèglements s'accroissent et s'effectuent sur de multiples plans.

1) Sur les produits

L'Acte unique signifie explicitement que tous les biens conformes aux normes en

vigueur, dans l'un quelconque des douze pays de la CEE, auront accès de plein droit aux autres marchés communautaires. En conséquence, des marchandises de qualité lamentable, et évidemment aux prix les plus faibles, pourront envahir le panier des consommateurs, dans toute l'Europe.

Mais quels consommateurs, en fait, seront les plus touchés ? Evidemment les consommateurs les plus populaires, les plus précaires, au pouvoir d'achat des plus réduits. Car, lorsque boucler un budget mensuel relève du prodige, on achète au meilleur prix. Et, en 1993, qui dira meilleur prix dira aussi une qualité de marchandise par nécessité plus médiocre que celle qui, aujourd'hui, constitue la base minimale.

2) Sur les marchés publics

Les appels d'offre portant sur l'énergie, les eaux, les transports et les télécommunications seront désormais ouverts à la concurrence internationale. Il va de soi, dans ces conditions, que les collectivités locales les plus riches dotées pourront passer contrat sur des projets publics avec des entreprises fournissant des équipements ou des services efficaces. Or, si ces collectivités locales possèdent quelques moyens financiers - engrangés grâce aux impôts locaux -, c'est qu'elles abritent déjà des populations favorisées. Pour les autres, les plus pauvres, et dans les lieux défavorisés, là encore, l'harmonisation s'effectuera au moins coûteux et plus médiocre : équipements ou services défectueux ou polluants, etc.

3) Sur le marché du travail

Partout, la déréglementation du marché du travail s'amorce très systématiquement. En France, par exemple, l'autorisation administrative de licenciement n'est toujours pas rétablie. D'autre part, les directions n'hésitent plus à attaquer en justice les grévistes, ou leurs syndicats. Enfin, des décisions de justice impliquant la réintégration de certains syndicalistes licenciés sont, sans pénalisation, bafouées.

Comment s'en étonner ? Dans la perspective de 1993, il s'agira d'attirer les entreprises par des législations sociales réduites comme peau de chagrin. En France, il s'agira notamment de rivaliser avec l'ultra-libéralisme du Royaume-Uni pour séduire les firmes. Mais le *Financial Times* n'a-t-il pas récemment félicité François Mitterrand pour sa politique économique monétariste plus « efficace » que celle de Margaret Thatcher elle-même, et pour le « courage » qu'il a montré en sacrifiant l'emploi ?

Alors que la logique libérale de la « main invisible », en facilitant l'allocation sois-disant optimale du capital, est censé promouvoir le bien-être, l'analyse montre, dans tous les cas précédemment décrits, que le libéralisme implique la dualisation des sociétés. Ce sont les prétendus « pragmatiques » qui rêvent tout haut - à des fins électorales - lorsqu'ils osent prétendre que la dynamique européenne actuelle sera porteuse d'une « harmonisation sociale par le haut. »

Fédération anarchiste
(fin de la première partie)

Permanences du secrétariat aux Relations Intérieures de la FA :
le samedi de 15 h à 17 h
145, rue Amélot - 75011 Paris
(M^o République)
Tél. (16.1) 48.05.34.08.

MAL-LOGES

Chronique des expulsés

La chronique des expulsés se poursuit. En quelques tableaux voici exposée l'actualité des luttes des mal-logés et les difficultés rencontrées par ceux-ci.

20^e arrondissement : des relogements au compte-goutte

La lutte des expulsés du 20^e arrondissement commence lentement à porter ses fruits. A ce jour, après cinq semaines d'occupation du square de la Réunion, quatre baux auraient été signés. Cependant la Caisse des dépôts et de consignations, qui à l'issue des accords signés à Matignon avait accepté de reloger sept familles aurait bloqué les procédures, sans aucune explication.

Quant aux propositions concrètes de la Mairie et de l'association « Logement pour tous », elles se font toujours attendre.

Accrochages dans le 19^e

La mairie du 19^e attendait beaucoup de la pluie pour résoudre les problèmes que lui posent les expulsés qui campent sous ses fenêtres. Lorsque la pluie se mit à tomber, le vendredi 1^{er} juin, elle

refusa que les manifestants, qui jusque là dormaient à la belle étoile, mettent une bâche au dessus de leur tête. Ceux-ci n'ont pu s'abriter que sous un patchwork de plastiques et de draps accrochés entre les fenêtres de la mairie et des poteaux sur le trottoir, et prenant l'eau de toute part. Ce n'est que le lundi, que le comité de soutien réussit à installer une bâche un peu plus étanche, après cependant une brève altercation avec les flics. Le jeudi 7 juin, un nouvel accrochage eut lieu lorsque les « Compagnons d'Emmaüs » amenèrent une véritable tente. Il a fallu toute la détermination du comité de soutien pour que les pandores laissent les occupants planter la tente sur le rond-point situé au milieu de la place.

Le PS : parti des expulsés ?

Jeudi 7 juin, avait lieu au local de la Cimade, une réunion de toutes les associations et organisations politiques ou syndicales parisiennes, à l'appel, non du Comité des mal-logés comme nous l'indiquions par erreur la semaine dernière, mais de différents partis dont le Parti socialiste. Le parti socialiste n'arrivant pas à discréditer le Comité des mal-logés, c'est lui qui cherche maintenant à prendre la tête de la lutte, afin sans doute d'éviter des attaques trop

directes contre le gouvernement, en grande partie responsable de la situation du logement à Paris.

Cette réunion avait pour but de mettre sur pied une manifestation, samedi 16 juin, à 15 h, place de la République, à l'échelon parisien, et non plus arrondissement par arrondissement comme jusqu'ici, pour exiger le relogement des 65 familles actuellement sur le pavé.

Ce n'est donc qu'à contre-cœur que le Comité des mal-logés a accepté de signer le texte d'appel à la manifestation, aux côtés du PS. La Fédération anarchiste sera, elle aussi, présente le samedi 16 juin, sur la place de la République, pour apporter, comme elle le fait depuis le début, son soutien à tous les expulsés et dénoncer toute tentative de détournement de la lutte des mal-logés.

Par ailleurs, la Fédération anarchiste a invité le Comité des mal-logés à prendre la parole lors du gala de soutien à Guido-Libertaire, animé par Jean Guidoni, le samedi 11 juin, au TLP-Déjaset.

Pascal (Radio-Libertaire)

Manifestation des mal-logés samedi 16 juin, à 15 h, place de la République. Venez nombreux !

RADIO-LIBERTAIRE (89.4 FM)
« Sans toit ni loi »
émission du Comité des mal-logés
un dimanche sur quatre, de 18 h 30 à 20 h.

CONGRES Motion de soutien aux expulsés de la Région parisienne

La question de l'aménagement des lieux de vie, de l'urbanisme et du logement est une des préoccupations traditionnelles des anarchistes. Dans les grandes villes de province et surtout à Paris, la soi-disante crise du logement s'explique essentiellement par la spéculation immobilière, et par une politique de sélection par l'argent : on arrive ainsi au paradoxe de milliers de logements vides, tandis que des familles nombreuses s'entassent dans des conditions déplorables. La situation de Paris, livrée depuis longtemps aux promoteurs, vient de s'aggraver encore avec un plan d'expulsions massives, qui n'en est qu'à son début. A la veille de 1992, les pouvoirs politiques d'Ile-de-France, tiennent à faire de la capitale une ville de prestige dont les travailleurs, les jeunes, les immigrés, les laissés pour compte de la société duale, auront été déportés en banlieue.

Cette politique d'exclusion s'est traduite par l'expulsion presque militaire de centaines de familles des quartiers populaires parisiens. Les expulsés constituent aujourd'hui de véritables camps de réfugiés au cœur de la capitale du pays des droits de l'homme.

Parmi les sinistrés du logement à Paris se trouvent des squatters, qui n'ont pu trouver de logement acceptable à des prix décents ; d'autres ont été expulsés dans le cadre d'une rénovation dont nous savons trop bien qu'elle ne profitera qu'aux nantis.

Outre les réquisitions répondant au besoin vital de disposer d'un toit, se développent, à Paris comme en province, des squats dont la vocation est non seulement le logement, mais aussi la création de lieux de vie et de culture alternative. Cette démarche, bien menée, pallie souvent les carences des municipalités, et relève de la volonté de se réappropriation son environnement. Nombre de ces lieux alternatifs se révèlent riches d'expériences et de réalisations.

La Fédération anarchiste réaffirme le droit au logement, exprime sa solidarité à tous les expulsés, et s'engage à soutenir les victimes de la politique d'exclusion par le logement, à Paris comme en province.

Fédération anarchiste

EN BREF

REPAS A GRASSE

A la veille de sa fermeture définitive l'Association culturelle libertaire La « Commune » convie ses sympathisants à un repas d'adieu le samedi 16 juin, en soirée. La « Commune », 4 bis, rue Porte-Neuve, 06130 Grasse.

DEBAT A LYON

Le samedi 16 juin, à 15 h, à la librairie La Gryffe est organisé un débat autour du thème : « Pays de l'Est : les nouvelles oppositions ».

Le débat sera animé par Frédéric Goldbraun, auteur du livre *Solidarité combattante, Pologne, chroniques d'une société clandestine*, éd. Spartacus, et Nicolas Trifon, rédacteur de la revue libertaire *Iztko* (spécialisée sur les pays de l'Est), qui parlera de la Roumanie.

REUNION A PARIS

Les comités de soutien à James Schenkel communiquent : Le lundi 18 juin, de 19 h 30 à 20 h : « Un autre regard sur l'actualité, contestation, convergence, alternatives ». Tel est le débat qu'animera Défense de l'Homme.

A partir de 20 h : « Les dénis de justice, licenciements, expulsions, laxisme envers les policiers meurtriers, amnisties parlementaires, emprisonnement des objecteurs et insoumis... ». Interventions de la CNT, du Comité des mal-logés, de la Libre Pensée, du

MAD, de l'Union pacifiste, et de l'Union des anarchistes.

A partir de 21 h 30, le MAD traitera pour sa part du déni de justice que subit, depuis 12 ans, James Schenkel, licencié chez Peugeot.

Le débat général est animé par Défense de l'Homme. Cette réunion se tiendra au siège de la Libre Pensée, situé au 12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris (M^o Luxembourg).

PUBLICATION A GRENOBLE

Le Centre de documentations sociales iséroises vient de faire paraître aux éditions du CDESI une brochure d'information sur la militarisation dans l'enseignement.

Ce document a été réalisé par l'Union locale CNT de Grenoble et le groupe les « Misérables » de l'Union des anarchistes de Grenoble. Il est fait à partir d'articles puisés dans *l'Union pacifiste*, *la Libertaire*, *la Raison*, *le Combat syndicaliste*, *Courant alternatif*, *le Monde libertaire* et *Contre Vents et Marées*.

Cette brochure de 60 pages (format A4) est disponible auprès du CDESI, 102, rue d'Alembert 38000 Grenoble. Son prix est de 30 F l'exemplaire ou de 25 F à partir de 5 exemplaires (ports compris).

Par ailleurs, le CDESI vous rappelle qu'il tient ses permanences chaque 1^{er} samedi du mois, à partir de 14 heures, au 102, rue d'Alembert, 38000 Grenoble.



Manif du 10 mai, la CNT est de la partie. Photo de Cathy (Radio-Libertaire).

« La Mouette rira... »

C'EST Edouard Vaillant qui doit être content ! Le square du 20^e, qui porte son nom, à Paris, a depuis la semaine dernière des rhododendrons, une cinquantaine de variétés... Dans le 18^e, on nous annonce qu'à partir du 7 juin le musée de Montmartre consacrer un nouvel espace au peintre Modigliani... Rien de nouveau pour le 19^e, les Buttes Chaumont sont toujours à la même place.

Endormir les ardeurs militantes ?

Comme on est dans ces trois arrondissements rappelons la situation des expulsés qui s'y trouvent : ceux qui campent au Sacré-Cœur, devant la mairie du 19^e et sur la place de la Réunion. Quarante-huit familles dans le 20^e, sur la place de la Réunion, 7 campant sur les marches du Sacré-Cœur et 5 installées devant la mairie du 19^e, ces gens et quelques autres, jetés à la rue, ne sont

malheureusement que les premières victimes de l'« assainissement » de Paris.

En ce début de mois de juin, un mois avant les départs en vacances, doit-on interpréter les derniers événements d'occupations comme une victoire ou comme le bon déroulement de la tactique de la Ville de Paris en vue de diviser et d'endormir les ardeurs militantes ? Soit on se rallie au fait que les expulsés ont « joué un rôle de révélateur et fait réfléchir l'opinion publique sur l'orientation d'une politique d'urbanisme ». Ils ont aussi réussi à unir des militants et des organisations que beaucoup de choses séparent mais qui étaient d'accord sur le droit de vivre à Paris et prêts à tout faire afin que les expulsés soient relogés. La formule des copains de La Mouette riieuse (café associatif) résume tout : « La Mouette rira de nouveau, quand tout le monde sera relogé ! ». Soit on pense que les expulsés et ceux qui les soutiennent ne sont que des pions dans la vaste partie d'échecs Ville de Paris/Préfecture, qui se joue sous nos yeux.

Soit on pense que quelque chose ne va pas du côté des spéculations immobilières, que la formidable mobilisation unitaire a été un coup d'arrêt. Soit on estime que la Ville de Paris est ses alliés ont fait un coup d'essai et attendent les vacances.

Pour ma part, je préfère penser que le front uni d'Emmaüs aux libertaires, en passant par les communistes et l'extrême gauche a fissuré le tandem Pouvoirs publics/Ville de Paris. On peut même faire sienne la déclaration du conseiller communiste de Paris, Henri Malberg : « C'est indécent, c'est moyenâgeux, insupportable, que des hommes armés se présentent au petit matin et jettent des êtres humains à la rue. »

Mais si personne ne se marche sur les pieds pour avoir l'exclusivité de la défense des expulsés, les intéressés ne voient toujours rien venir. La société sauvage qui veut les écarter de Lutèce saura-t-elle les reloger ?

Alexis Pierre
(Gr. Pierre-Besnard)

CONGRES

Motion de solidarité avec le Sud

DEPUIS quelques mois, l'Afrique fait la une de l'actualité internationale : au Cameroun, les manifestations sont durement réprimées par les forces de l'ordre ; la garde présidentielle de Mobutu élimine une cinquantaine d'étudiants contestataires au Zaïre ; la Côte-d'Ivoire voit se multiplier les grèves contre le régime du « vieux » Houphouët-Boigny ; plus récemment encore, l'assassinat d'un opposant politique et la répression violente des manifestations au Gabon... sans oublier les différentes manifestations qui ont eu lieu au Sénégal et dans d'autres pays du continent africain en proie aux émeutes de la faim et à une crise économique, sociale et politique sans précédent.

Or, ces événements mettent en évidence le rôle que se donne la France : être le « gendarme de l'Afrique ». Les événements survenus au Gabon n'en sont qu'une preuve supplémentaire : Omar Bongo sent la menace d'un éventuel renversement et les parachutistes français interviennent, au nom d'une clause secrète dans les accords de coopération ; Houphouët-Boigny fait appel au gendarme du GIGN pour se sécuriser et tenter de maintenir un semblant d'ordre. Il n'est pas besoin de remonter à Mathusalem pour retrouver les traces de cette intervention militaire : toujours au nom d'« accords », le Tchad a, il y a quelques années, fait appel à la Force d'action rapide pour le soutenir dans le conflit qui l'opposait à la Libye.

Ces actes ne sont que la partie visible de l'édifice néo-colonial mis en place par la France : l'ingérence économique est souvent plus discrète mais tout aussi efficace et plus pernicieuse. Et cet édifice n'est pas uniquement l'œuvre de la France : les pays les plus industrialisés du monde participent au pillage du continent africain. Depuis vingt ans, au nom d'un prétendu humanisme, la France et les Etats industrialisés financent, soit directement, soit par l'entremise du FMI, des

régimes dictatoriaux et n'oublent surtout pas d'entretenir les bénéficiaires : la dette du Tiers monde est une affaire juteuse pour tous les banquiers.

Le sommet de La Baule

C'est dans le cadre de cette actualité que François Mitterrand recevra de nombreux dirigeants africains au sommet franco-africain de La Baule, qui se tiendra du 19 au 22 juin. Alors que des dizaines de millions de francs vont être engloutis dans ce sommet, le principal sujet de discussion sera le problème de la dette. Etrange paradoxe : les populations appauvries par les gestions économiques désastreuses de leurs dirigeants et des instances internationales, n'assisteront pas à cette débauche de luxe ; l'adage est bien connu : les absents ont toujours tort.

Et la France se pose de nouveau en directrice des consciences africaines : le rôle paternaliste s'affirme de plus belle et le néo-colonialisme perdure. Les régimes dictatoriaux du Sud se maintiennent, avec le soutien de la France, privant de liberté leurs peuples en les maintenant dans la corruption et la misère.

A l'occasion de ce sommet scandaleux, la Fédération anarchiste réaffirme son soutien aux peuples en lutte ; réaffirme sa volonté de faire annuler la dette des pays du Tiers monde, et par conséquent réaffirme sa lutte contre le capitalisme qui engendre cette dette ; condamne l'impérialisme français sous toutes ses formes (politique, économique, sociale et culturelle) ; condamne les expulsions arbitraires des demandeurs d'asile politique (pensons à l'expulsion récente, vers le Sénégal, de l'opposant gabonais Pierre Mamboundou) et condamne la construction de l'Europe comme un nouveau bloc impérialiste.

Fédération anarchiste
(Motion proposée par le groupe FA de Nantes)

NORD-SUD

Ras le bol de la misère du Sud !

LE 19 juin, à La Baule, dans un luxe indécent, François Mitterrand recevra de nombreux dirigeants africains pour parler entre autre du problème de la dette.

Des dizaines de millions de francs vont ainsi être englouties dans un sommet franco-africain supplémentaire dont rien, sinon un « geste symbolique » du gouvernement français, ne nous fera croire à son utilité. A ce coûteux banquet, les peuples affamés du Sud et ceux paupérisés du Nord n'assisteront pas.

Les régimes de l'Est ont éclaté sous la pression populaire aidée par la médiation occidentale. Ceux du Sud se maintiennent, avec le soutien de la France, privant de liberté leurs peuples en les maintenant dans la corruption et la misère.

A l'occasion de ce sommet scandaleux, il est plus que temps de réaffirmer notre volonté :

- de faire annuler la dette du Tiers monde ;
- de condamner la politique du gouvernement français à l'égard des peuples d'Afrique ;

- de protéger les demandeurs d'asile africains menacés d'expulsion en France ;
- de lutter sans cesse contre le racisme.

De même cette mobilisation doit clairement signifier que nous nous battons :

- pour un monde solidaire contre l'ordre économique mondial actuel ;
- pour un monde débarrassé du fascisme, du racisme et de l'impérialisme ;
- pour un monde non pollué où le Sud ne vivra plus avec les déchets du Nord.

Quand les peuples du Sud (Sénégal, Gabon, Côte-d'Ivoire, Zaïre, Cameroun...) se battent contre la misère et l'autoritarisme, nous ne pouvons que dénoncer le scandale d'un tel sommet et nous solidariser avec tous ceux qui luttent, à l'Est comme au Sud.

La misère du Sud fait la richesse du Nord

Depuis le 28 mai des manifestations se déroulent dans la région de Nantes/Saint-Nazaire contre le sommet franco-africain. Certaines sont encore au programme que voici :

- les 15 et 16 juin dès 14 h, à la manufacture des Tabacs, à Nantes est organisé un colloque par la Société africaine sur le thème : « Afrique et démocratie » ;
- Samedi 16 juin, à 15 h, place de l'Hôtel de ville, à Saint-Nazaire : manifestation nationale contre le sommet (1) ;
- Lundi 18 juin, GASPROM : conférence de presse sur le droit d'asile ;
- 20 juin, à 18 h, sur la place du Commerce, à Nantes : rassemblement à l'appel du collectif « Ras La Baule », et à 20 h 30 : conférence de Guy Laberty sur le thème : « dette et démocratie en Afrique ».

Collectif « Ras La Baule »
(collectif ouvert) : GASPROM, Association Zaïre francophone, MIB, SCALP, Les Verts, Fédération anarchiste, GCR, OCL, les « Amis de Fernand Pelloutier », OUAF et des individus.

(1) Un départ en car de Paris est organisé pour participer à la manifestation contre le sommet des riches à La Baule. Départ le samedi 16 juin, à 8 h. Retour le dimanche soir. Prix du voyage : 170 F. Les billets sont en vente à la librairie du Monde Libertaire. Renseignement au 42.50.99.43.



Port-Gentil (Gabon). Après l'émeute, la répression.

URSS : nouvelles en vrac

NOTRE correspondant permanent à Moscou nous a transmis par téléphone le 1er juin : les 8 et 9 mai, à Novokouznetssk a été créé la Confédération du travail. C'est l'union des comités de grève et des comités des ouvriers. La confédération réunit des mineurs du Dombass, du Kouzbass et de Vorkouta qui comptent bien faire de nouvelles grèves cet été. Ce mouvement porte le caractère syndicaliste, et s'inspire à partir de documents de l'anarcho-syndicalisme. Le 20 juin se tiendra la deuxième conférence de cette confédération.

Le 22 mai, à la prison de Khabarovsk a commencé une grève de la faim contre les conditions de détention. Par exemple, la température dans les cellules en hiver atteint -30°.

Le 27 mai, s'est tenu le congrès constitutif du parti de Travkine. Travkine travaille dans le bâtiment, il est député du peuple de l'URSS. Travkine est le praticien de la réforme

économique. Il était entouré d'une forte équipe composée des leaders de l'Union moscovite des électeurs et du Front populaire de Leningrad. Il avait une chance de créer un parti important et populaire. Mais Travkine est devenu le leader unique, sans partage et son équipe l'a quitté pour des considérations de carrière. Il n'y a que Kasparov qui est resté. Officiellement, il occupe dans ce parti le poste de secrétaire pour les relations internationales, mais en fait il est plutôt un homme de paille. Le parti s'intitule Parti démocratique de Russie.

Le 29 mai, sur la place du Manège, à deux pas du Kremlin, s'est tenu un meeting non autorisé à l'occasion de l'élection de Boris Eltsyne, à la tête du parlement russe. Il n'y avait pas beaucoup de monde : 2 000 à 3 000 personnes. L'impression générale : tout le monde est épuisé. Il n'y a pas eu de liesse populaire. Même les fanatiques habituels étaient absents. Il y avait peu de drapeaux, peu de banderoles. Un des slogans disait : « Marché +

PCUS = famine. » La milice a établi des cordons de sécurité, mais ne se mêlait pas du meeting. Le peuple croit en Eltsyne, mais sa confiance reste limitée.

Marché + PCUS = famine

Le 30 mai, à Kalouga a été créé un groupe de la KAS.

Le 1er juin, commence la conférence de l'Organisation de Moscou du PCUS pour préparer le congrès du Parti.

De leur côté, les verts ont commencé le blocus de la centrale nucléaire de Balakhovski en construction sur la Volga, à 150 Kms de Saratov.

Pour sa part, la Mairie de Moscou a annulé quelques décisions prises par l'administration précédente. Par exemple, elle a abrogé la décision de la construction de la centrale électrique du Nord, à Tchelobitiévo, à quelques kilomètres après le périphérique de Moscou. cette décision a été prise sous

l'influence des verts et des habitants qui organisaient des piquets sur la route menant au chantier et interpellaient les camions.

Par ailleurs, la décision sur les coopératives a été également abrogée. Cette décision prise à l'initiative de Saikine, ex-président du Comité exécutif de la Mairie de Moscou, était draconienne et mettaient les animateurs des coopératives dans l'impossibilité de mener leurs activités, notamment à cause des taxes très élevées sur tout, même sur les dons : pour dix roubles de don, il fallait payer huit roubles d'impôt. La mairie de Moscou a également abrogé la décision de transférer 45 immeubles du budget des soviets au budget du Parti communiste.

Le 2 juin, s'est tenu un meeting de la KAS (Confédération anarcho-syndicaliste), à Loujniki, lieu habituel des meetings, à l'occasion de l'anniversaire des événements de Novotcherkassk (Cf. le meurtre de P. Siuda, ML n° 786).

Correspondance de Moscou

POLOGNE

Agitation à Gdansk

Le quotidien *Le Monde*, daté du samedi 9 juin nous apprend que trois attentats à la bombe ont été commis à Gdansk, le jeudi 7 juin. Ils visaient la direction des chemins de fer polonais, le journal régional *Glos Wyrzeza* et la compagnie aérienne LOT.

Ces attentats ont été revendiqués par le « Groupe indépendant du 13 décembre », qui se présente comme un groupe anarchiste. Il s'était fait connaître, ces derniers jours, lors de manifestations anti-soviétiques, orchestrées devant divers consulats d'URSS à la suite de l'assassinat de notre camarade Piotr Siuda. Manifestations dont *Libération* s'était fait déjà l'écho le lundi 4 juin (Cf. ML n° 788).

Le groupe entendait protester contre la hausse des tarifs de chemins de fer (100%) , les « calomnies » de la presse locale à l'encontre des anarchistes et enfin « le transport de Juifs soviétiques vers Israël ».

SANTE

Les administratifs revendiquent

LES pointes Bic cèdent, peu à peu, la place aux claviers d'ordinateurs. Mais les salaires « peau de chagrin » demeurent.

Les personnels administratifs des hôpitaux sont parmi les plus mal rémunérés. Pas de travail de nuit ou de week-end pour apporter la prime qui réhausse quelque peu le salaire.

Ils s'étaient mobilisés aussi à l'automne 1988, derrière les infirmières, sans jamais être entendus. Et ils avaient attendu, après que les accords Evin les avaient négligés, que ceux de Durafour leur apporte revalorisation salariale et reconnaissance de l'évolution de leur métier.

En effet, les statuts examinés par le Conseil supérieur de la fonction hospitalière, et qui serviront de texte pour un prochain décret, diffèrent pas de ceux de 1947 qui régissent les administratifs hospitaliers jusqu'à présent. Pourtant l'évolution des technologies (informatique, bureautique) et celle de l'organisation du travail (technicité, productivité, responsabilité) ont

largement modifié les activités administratives.

A partir de l'hôpital Robert Debré, à Paris, la fièvre a monté au mois de mai. Un collectif rassemblant 98% des personnels administratifs de cet établissement a appelé à une assemblée générale le 31 mai : déjà 600 personnes de divers hôpitaux se réunissaient et appelaient à une journée de grève pour tous les administratifs, le 7 juin (1). Et ce jeudi-là, ce fut 2000 personnes qui se rassemblaient devant le ministère de la santé le matin. Une bonne moitié se retrouvait l'après-midi dans le jardin de l'hôpital La Pitié, où le directeur rappelait qu'il n'avait donné aucune autorisation de rassemblement.

Mais les grévistes, venus de tous les hôpitaux de l'Assistance publique et d'autres établissements d'Ile-de-France, aimaient à rappeler que l'accueil, la gestion des personnels, les services économiques, le recouvrement des consultations et des frais de séjour, la préparation des budgets sont

autant d'activités indispensables à la bonne marche des hôpitaux, au même titre que les activités de soins. Ils rappelaient aussi que la grève, là, est une arme redoutable.

Le 14 juin, une grève, doublée d'une manifestation régionale s'est déroulée à Paris en attendant une manifestation nationale prévue pour le 21 juin, si d'ici là aucune discussion ne s'est engagée, le ministre n'ayant, jusqu'à présent envoyé que des sous-fifres comme interlocuteurs.

Les personnels administratifs semblent déterminés avec les syndicats qui les soutiennent (CGT, FO et CRC) à ne pas lâcher de sitôt.

L'hôpital est bien malade. Après les infirmières, Claude Evin a des cheveux blancs à se faire, les administratifs sont bien partis pour le bousculer.

L. N. (Gr. Pierre Besnard)

(1) Depuis le 7 juin, 25 hôpitaux de l'Assistance publique sont en grève. En province, des collectifs se sont constitués à Charleville-Mézières, Niort, Toulouse...

IMPOTS

Une poll tax à la française ?

Une réforme de la fiscalité locale est actuellement en discussion au plan gouvernemental. La réforme pour le moment touche plutôt à une révision des bases de calcul des impôts locaux, dont les bases ont été établies en 1970. Ces bases n'ont actuellement aucun rapport avec la réalité en bien des endroits, particulièrement dans la capitale, qui autrefois en grande partie ville ouvrière, ne va pas tarder à devenir un mouoir pour les « rupins ». L'Etat avec cette révision des bases se désengage au niveau des communes et des régions, mais il va surtout amplifier les inégalités fiscales. En effet, aujourd'hui dans bien des logements des éléments de confort comme les salles de bain et les WC ne sont pas pris en compte, puisqu'ils n'existaient pas en 1970. Prévision ou pas, les inégalités persistent car quel genre de commune a les impôts locaux les plus élevés ? Celle dont la population n'est pas des plus

aisées. Il serait peut-être plus juste, actuellement, de fixer les impôts locaux par rapport aux revenus et non pas au standing des logements dans la mesure où les hauts revenus seraient taxés comme ils devraient l'être et où une seconde répartition se ferait entre les communes « riches » et les communes « pauvres ». Mais n'est-ce pas ici encore un moyen de maintenir les inégalités avec les riches d'un côté et les pauvres de l'autre ? Les impôts locaux des entreprises sont encore plus injustes, déjà leurs taux sont beaucoup moins élevés que ceux des particuliers mais leur base est aberrante. Elle est calculée sur la masse salariale versée au cours d'une année au lieu de l'être sur les bénéfices de l'année. De tels changements ne changeront rien à l'exploitation, mais cela ferait peut-être moins de mal aux « damnés de la terre ».

Philippe Spec

CONGRES

Motion antifasciste

LA Fédération anarchiste ne s'y trompera pas : les discours consensuels actuels ne servent guère qu'à dédouaner une classe politique largement responsable de la montée du racisme et de la poussée de l'extrême droite.

En effet, comment oublier les bulldozers de Vitry envoyés par le PCF contre les foyers SONACOTRA ? Comment oublier les alliances électorales toujours actuelles de la droite avec le Front national ? Comment oublier, surtout, cette stratégie criminelle du PS qui consista à favoriser le développement d'un pôle d'extrême droite afin d'accélérer l'éclatement de la droite parlementaire : introduction politicienne de la proportionnelle, développement des camps de rétention, arrêt du regroupement familial, mansuétude à l'égard des auteurs de violences racistes, couverture des bavures policières. Aujourd'hui, Mitterrand va jusqu'à parler du seuil de tolérance, et Rocard multiplie les mesures de traque à l'encontre des immigrés, clandestins ou non. C'est le fonctionnement du jeu politique institutionnel, relayé médiatiquement, qui s'avère très largement responsable de l'audience de Le Pen.

Mais il faut bien reconnaître aussi que la pénétration des thèses du Front national tient soit à désertion des associations et organisations sociales sur le terrain, en particulier dans les quartiers les plus défavorisés, soit à leur institutionnalisation qui, en les fossilisant, les empêche de prendre en compte les problèmes réels des populations concernées. Dans le même temps, le FN investit ces terrains.

D'autre part, la politique économique des années Mitterrand n'a cessé d'accroître la précarisation et la paupérisation de larges fractions de la population, qui trouveront alors dans les thèses du FN la possibilité d'exprimer leurs frustrations, alors que les thèses du FN en matière économique sont ultra-libé-

rales. D'autant, que depuis dix ans, les stratégies capitalistes et gouvernementales visant à l'éclatement du monde du travail (par diverses lois de flexibilité) ont rendu très difficile la compréhension par les salariés de leurs intérêts communs.

sert qu'à diviser pour mieux exploiter. Elle réaffirmera aussi la liberté pour chacun d'exprimer sa différence, et ce principe essentiel de l'égalité des droits qu'ils soient sociaux ou politiques.

Mais les mots ne vaudraient rien sans un réinvestissement concret des ter-



Depuis longtemps, les thèses de l'exclusion n'avaient rencontré une telle audience, et joui d'une telle prétendue légitimité. Ce racisme est désormais général, il ne s'attaque pas seulement aux immigrés, mais aussi aux femmes (sur le marché du travail notamment), aux personnes touchées par le virus du SIDA ou encore aux homosexuels. De même l'antisémitisme retrouve une seconde jeunesse, notamment grâce au révisionnisme. La FA ne peut que condamner ce confusionnisme historique qui en traversant l'Histoire, tend à justifier toutes les pratiques racistes et antisémites.

Face à ces dangers, la FA réaffirme la nécessité d'un antifascisme radical, qui va au-delà d'un antiracisme consensuel. Et, dans cette perspective, la FA se fixe plusieurs axes de lutte. Tout d'abord, une campagne fédérale mobilisant tous nos instruments d'information et de propagande : elle visera à faire comprendre à tous que l'exclusion ne

rains de lutte (monde du travail, quartiers, vie associative et vie culturelle, réseaux d'entraide, lutte pour un logement décent, etc.) c'est à la reconstitution du tissu social qu'il faut travailler autour de pratiques alternatives.

La FA décide de la création d'une commission permanente chargée de répertorier toutes les techniques de lutte qui peuvent constituer des ressources efficaces contre l'extrême droite. Cette commission coordonnera et animera les luttes antifascistes des groupes et des individus, elle mettra en relation les expériences de résistance concrètes au fascisme.

La FA réaffirme que ce n'est pas à l'Etat d'interdire les meetings du FN, ou même le Front national, mais à nous de nous organiser pour nous opposer à la banalisation de l'expression publique du parti de Jean-Marie Le Pen, ainsi qu'à toute mesure discriminatoire d'où qu'elle vienne.

Fédération anarchiste

BILLET D'HUMEUR

Keep cool !

Ah la jeunesse...ça voyage la jeunesse ! Même en train : c'est possible (et cher, enfin...). Tenez, prenez la « carte jeune ». Cool, des réductions tout l'été, une couchette gratuite... c'est beau. On en aurait les larmes aux yeux ! Sauf que... arrivé à la dernière page, on se dit : « Ah ! Les sales enfures. » Et on a honte de voyager pendant plusieurs mois avec ce truc là. Sur fond de montagne, un lac au premier plan, des canoës dessus... et dans les canoës : des jeunes tondu et un slogan (en nov-langue) : « Armée de terre : vivre fort ». C'est dégoûtant. Ça en dit long sur la mollesse d'esprit qui règne. A quand une pub pour National hebdo ?

Liaison de Colombes

ERRATUM

Lors de la retranscription, dans le n° 788 du Monde libertaire, de la contribution de la Fédération anarchiste à propos des rapports Nord-Sud un paragraphe et une phrase ont été rendus incompréhensibles du fait d'oublis (signalés en gras).

Il fallait donc lire en page une (deuxième colonne) :

« C'est le rejet d'un monde qui va vers "son unité", mais dans les conditions les plus détestables que l'on puisse imaginer, qui est en cause, et c'est plus vraisemblablement sur cette notion d'"unité du monde" que le mouvement ouvrier et plus spécifiquement les anarchistes ont à s'investir et à proposer des "alternatives". Travailler dans le sens d'"unité du monde", qui soit librement acceptée et donc justement défendue, c'est la tâche de tout militant anarchiste et de tout individu, pour qui l'humanisme n'émane d'aucune transcendance individuelle ou particulariste, et pour qui le fond commun humain est à fédérer et non à réduire dans une formule magique. »

Et en page 3 (début de colonne, sous le titre) :

« Il n'y aura pas plus d'annulation de la "dette" que d'auto-sabotage de l'Etat, il faut se défier de ces utopies. »

Le claviste

RADIO-LIBERTAIRE (89.4 FM)
l'actualité sociale,
chaque samedi, de 11 h 30 à 14 h 30
avec la « Chronique syndicale »

NOTES DE LECTURE

Contrôle des naissances et contrôle social

On aura bientôt peine à croire, espérons-le, que des militants aient été emprisonnés pour avoir préconisé l'éducation sexuelle ou le contrôle des naissances. Les méthodes contraceptives sont entrées dans les mœurs, ce qui semble tout à fait normal, et l'on aimerait penser qu'il n'en fut jamais autrement. Pourtant, de longs combats furent nécessaires pour en arriver là. Dans *Le Sexe apprivoisé* (1), Roger-Henri Guerrand et Francis Roussin nous les relatent, en particulier ceux menés, à la suite de Paul Robin, par Jeanne et Eugène Humbert.

En France, l'un des premiers à reprendre certaines idées de Thomas Robert Malthus (1766-1834) fut Paul Robin. Pasteur anglican, théoricien des sciences économiques et sociales, Malthus n'avait rien d'un révolutionnaire. S'il publie, en 1798, un *Essai sur le principe de population...*, c'est surtout pour combattre les utopies socialistes, qui commençaient alors à se propager, et enrayer la multiplication des indigents. Que les pauvres se reproduisent en trop grand nombre et courent les rues, ne lui paraissait pas être de bon augure. Pourtant, incompris, Malthus causa un beau scandale. Les bourgeois et l'Eglise, qu'il voulait prévenir du danger, le mirent à l'index.

Paul Robin

Evacuant l'aspect réactionnaire de l'œuvre de Malthus, Paul Robin n'en conservera que ce qui lui semblait de nature à transformer radicalement le monde. Le contrôle des naissances, appliqué sur une grande échelle, pouvait permettre, pensait-il, d'une part d'endiguer le flot des malheureux, et d'autre part, surtout, de provoquer une véritable révolution sociale. Moins d'enfants (c'est-à-dire uniquement des enfants désirés), cela signifiait, à terme, moins de bras pour l'industrie, l'agriculture, donc moins de chômage, de meilleures conditions de travail, un salaire conséquent pour tous, la disparition progressive de la misère et des inégalités. Cela signifiait également une responsabilisation des individus, des familles, enfin capables de choisir leur vie et non plus simplement de la subir. Un profond bouleversement de la société pouvait ainsi résulter des pratiques contraceptives, songeait, peut-être avec un peu trop de naïveté, Paul Robin. Ne se contentant pas de théorie, il créa un orphelinat, à Cempuis, dans l'Oise, que des âmes pieuses prirent aussitôt pour cible, le condamnant à la fermeture, car

la mixité y régnait ! Mais Robin ne baisa pas les bras.

Il fut relayé par Eugène Humbert, convaincu, comme lui, du caractère hautement subversif du contrôle des naissances. Les poursuites engagées à l'encontre des deux hommes par diverses ligues de « protection de la famille » ou de « sauvegarde de la morale » étaient d'ailleurs révélatrices... La contraception, l'avortement, mettaient en danger la cohésion de la famille, cette première structure de l'ordre social. Paul Robin, Eugène Humbert furent l'objet de vives attaques. L'inlassable propagande que mena ce dernier, les journaux qu'il publia, lui valurent plusieurs peines d'emprisonnement.

Il rencontra un jour une jeune militante anarchiste, Jeanne Rigaudin, qu'il épousa bientôt. Dès lors, le couple ne cessera pas de lutter en faveur de l'éducation sexuelle. Communément admise aujourd'hui, bien que provoquant encore des réticences dans certains milieux particulièrement rétrogrades, l'éducation sexuelle (on pouvait mettre sous ce terme, pêle-mêle, le nudisme, l'interruption volontaire de grossesse, les pratiques anticonceptionnelles, l'amour libre, etc.) soulevait l'indignation des « bien-pensants ».

Roger-Henri Guerrand et Francis Ronsin citent, par exemple, ce docteur J. Baillol, qui, dans ses *Conseils aux hommes affaiblis* (1877), tenait à avertir ses lecteurs des risques que l'activité sexuelle, selon lui, leur faisait courir :

« L'agitation, les contractions involontaires des muscles, les spasmes dont ils sont pris au moment de l'éjaculation, le sentiment général de douleur, de brisure, de faiblesse, qui suit le coït avec une fatigue toujours plus prononcée dans les lombes et les parties inférieures du corps indiquent assez l'impression profonde que la moelle épinière éprouve d'un acte aussi perturbateur. »

Un esprit sain dans un corps sain ?

Inquiétant, sans aucune doute ! Mais le plus inquiétant était que l'opinion de cet étrange docteur (il serait bien difficile de qualifier ce M. Baillol d'esprit sain dans un corps sain !) reflétait celle de nombre de ses contemporains. Après la guerre franco-prussienne de 1870, le repeuplement de la France laissait espérer le retour des deux provinces perdues à l'Est : il n'était donc pas question de priver de chair à canon notre glorieuse armée. Scénario semblable après la Première guerre mondiale, lorsque le développement industriel prit son essor :

pas question de priver le pays de ces bras qui allaient en faire l'une des plus grandes puissances du globe... Les prétextes pour lutter contre les partisans du contrôle des naissances abondaient, à en croire les lapinistes, réunis dans la sainte alliance du sabre et du goupillon, de l'industrie et de la finance. Les réactionnaires, emportés par un élan émouvant, n'en finissaient pas d'accuser les disciples de Robin de tous les maux, les traitant tour à tour de « pornographes », de « défaitistes », voire d'anarchistes ! Les procès se succédaient. Aborder publiquement un sujet tel que la contraception était un délit passible de prison. De l'ignorance sexuelle comme haute vertu morale !

Un grand combat

Heureusement, l'intelligence triomphe quelquefois. Paul Robin et Eugène Humbert, morts trop tôt, n'eurent pas le temps de percevoir l'évolution qui s'amorçait. Mais au lendemain de la Seconde guerre mondiale, alors que les réactionnaires ne désarmaient pas et réclamaient de nouvelles lois destinées à frapper quiconque prônait les méthodes contraceptives, la relève fut assurée. Jeanne Humbert militait toujours, infatigable. Des organisations se mettaient en place, comme le Mouvement français pour le planning familial. Elle les observait parfois d'un mauvais œil, car ces organisations passaient fréquemment sous silence le caractère subversif de l'éducation sexuelle. Pour Jeanne Humbert, il s'agissait avant tout d'un grand combat pour la liberté, la justice. Vers la fin de sa vie, en compagnie de May Piquera, autre figure valeureuse de l'anarchisme, elle fonda *Le Réfractaire*, accordant une large place à l'antimilitarisme et à l'écologie.

« Historien de la vie quotidienne », Roger-Henri Guerrand a publié *L'Aventure du métropolitain, C'est la faute aux profs !* et *Les lieux, histoires des commodités* (éd. La Découverte). Francis Ronsin est connu pour son étude sur *La grève des ventres* (éd. Aubier), qui était d'ailleurs dédiée à Jeanne Humbert et Michelle Perrot. Avec *Le Sexe apprivoisé*, ces deux auteurs signent non seulement une biographie de Jeanne Humbert (1890-1986), mais encore, grâce, en partie, aux documents qu'elle leur a remis peu de temps avant sa mort, une passionnante histoire de « la lutte pour le contrôle des naissances ». Souhaitons que les efforts prodigués par Paul Robin, Eugène et Jeanne Humbert, et quelques autres, n'aient pas à être recommencés, un prochain jour. Oui, souhaitons vraiment ceux qui cherchent à interdire l'avortement, les sinistres pères lapins qui nous assènent leurs sermons au nom de la nation, de la race ou de la tradition, ou d'autres balivernes encore, ne reprennent pas, demain, le dessus.

Thierry Maricourt

(1) Roger-Henri Guerrand et Francis Ronsin, *Le Sexe apprivoisé* : Jeanne Humbert et la lutte pour le contrôle des naissances, éd. La Découverte. Cet ouvrage est en vente à la librairie du Monde Libertaire.

Sélection Radio-Libertaire (89.4)

Jeu 14 juin

— « Flagrants désirs » (19 h 30 - 20 h 30) : SIDA et séropositivité avec des témoignages de séropositifs et de sidéens.

Vendredi 15 juin

— « L'invité du vendredi » (19 h - 21 h) : Le bureau fédéral de la LDH fait le point sur les campagnes en cours.

Samedi 16 juin

— « Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : Forum avec Larry Portis et les « Amis du Vent du ch'min » à propos de deux ouvrages des frères Bonneff, *La vie tragique des travailleurs et Aubervilliers*. A 12 h 30 : les personnels de la Santé en grève et à 13 h 30 l'actualité sociale en Amérique latine.

Dimanche 17 juin

— « Les damnés de la terre » (20 h - 22 h) : tout ce qui bouge dans le monde.

— « L'imaginaire » (22 h - 23 h) : « Léo Ferré le magnifique ».

Mardi 19 juin

— « Blues en liberté » (10 h 30 - 12 h) : Earl Hooker.

— « Paroles d'associations » (19 h 30 - 20 h 30) : la communauté homosexuelle argentine, avec des invités pour parler de la répression des gays en Argentine.

Mercredi 20 juin

— « Laissez-passer » (12 h - 13 h 30) : l'Afrique du sud.

Au théâtre du Tambour royal

« La provocation ou le procès de Ceaucescu »

La compagnie du Hallebardier présente *La provocation ou le procès Ceaucescu*, adaptation et mise en scène de Laurent Aknin, au théâtre du Tambour royal, à partir du 15 juin. Du mardi au samedi, à 19 h 30 et le dimanche à 16 h (relaxe lundi). Théâtre du Tambour royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, 75011 Paris. Tél. : 48.06.72.34.

CINEMA

« Iris, everything is possible » (1)

C'est formidable et tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes nord-américains ! Le mythe du self-made-man à la peau dure. La misère, les ghettos, les familles entières clochardisées sur le pavé des grandes villes comme New York ou Los Angeles, le sous-prolétariat, le chômage, le licenciement de milliers de personnes pour transfert d'usines dans le Tiers monde où la main-d'œuvre est moins chère et non syndiquée, tout cela est gommé dans le dernier film de Martin Ritt qui nous avait cependant habitués à autre chose avec des films comme *The Molly Maguires* (« Traître sur commande », 1970) sur l'exploitation des mineurs irlandais en Pennsylvanie, *The Front* (« Le prête-nom », 1976) sur le maccarthysme et *Norma Rae* (1979) sur le syndicalisme. Alors pour ce réalisateur, ancien de la « liste noire » et qui se veut témoin critique de la société, optimisme inconscient ou cynisme ? *Stanley et Iris* (2) démarre sur un grand panneau de la ville nord-américaine type pour finir sur une usine de fabrication de gâteaux fondée dans les années vingt, époque de l'écrasement de la classe ouvrière. A l'intérieur le boulot à la chaîne et un prolétariat presque exclusivement féminin, sauf... le contremaître qui gueule dès que la pause-pipi dépasse cinq minutes ! Certes le chômage est évoqué de même que la baisse du niveau de vie des ouvriers qui se considèrent toujours comme faisant partie de la classe moyenne, coincés par leurs habitudes de consommation. Mais le système n'est à aucun moment remis en cause ni indirectement visé. Le manque de structures sociales,

l'absence de réglementation du travail, la recherche quotidienne de boulot, le handicap de l'analphabétisation sont vite contournés, voire occultés. Avec un peu de volonté on passe tous les obstacles ! Et finalement, celui qui ne sait pas lire est un inventeur... Alors « *Iris, tout est possible !* » Quel happy end ! Voilà qui va reconforter les « perdants » du système : looser tu es car tu veux le rester. Merci Mr Ritt, votre film est un modèle de la démagogie.

Si la dernière phrase du film reste dans les mémoires comme « *personne n'est parfait* » dans *Certains l'aiment chaud* de Billy Wilder, Martin Ritt aura gagné le pari de la morale bourgeoise ambiante : tout est possible à qui veut entreprendre. On se souvient avec quel sarcasme Michael Moore filme dans *Roger et moi* certaines bonnes âmes suggérant aux 30 000 licenciés des usines automobiles General Motors de se recycler dans la fabrication des rouleaux auto-collants, dans le tourisme ou bien de faire preuve d'imagination. Pas une pointe d'ironie dans *Stanley et Iris*. Stanley l'analphabète invente une machine à refroidir les gâteaux et le voilà en pleine ascension sociale, boulot, bagnole, etc. Bref, celui qui veut s'en tirer... Et les autres ?

C.P.

(1) Phrase finale du film dite par de Niro.

(2) *Stanley et Iris*, Martin Ritt, 1989, avec Jane Fonda, Robert de Niro, Swozie Kurtz, Martha Plimton, Harley Cross (105 mn). 14 Juillet Odéon et Les 7 Parnassiens.

Marie-Josée Vilar
et
Elisabeth et Guimou de La Tronche
au Mécène
6, rue des Lombards, 75004 Paris
Tél. : 42.77.40.25
Lundi 18 juin à 20 h 30
Prix des places : 80 F (tarif réduit : 50 F)

